



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 22–24 février 2021

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 29 janvier 2021

WFP/EB.1/2021/7-B/1

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er juillet et le 31 décembre 2020

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'est engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, le Directeur exécutif peut, en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, approuver²:
 - a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

² Voir les "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi) et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

M. G. Barrett
Chef de cabinet
Bureau du Directeur exécutif
tél.: 06 6513-2009

M. D. Bulman
Conseiller principal pour les programmes
Unité d'appui à la gestion des opérations
tél.: 066513-2649

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de la révision n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil – en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif – ou 150 millions de dollars;
 - c) la révision de composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives aux PSP, PSPP et PSPP-T approuvées entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2020, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 51 révisions ont été approuvées, dont 11 par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO et deux par le Directeur exécutif. Par ailleurs, 14 révisions ont été approuvées par des directeurs régionaux et 24 par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Le coût total de ces révisions, pour le PAM, s'établit à 6,1 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La troisième révision du PSPP pour le Yémen (2019-2021)** porte prolongation de l'opération pour une durée de 12 mois, compte tenu de la dégradation de la situation humanitaire dans le pays, qui est liée à la forte détérioration du contexte économique, aux répercussions de la pandémie de COVID-19, aux aléas naturels et au conflit armé. Selon les prévisions issues de l'analyse partielle fondée sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) publiée en juillet 2020, quelque 3,2 millions de personnes sur 7,9 millions (soit 40 pour cent), dans 133 districts, allaient être fortement exposées à l'insécurité alimentaire (phase 3 ou phase supérieure de l'IPC) entre juillet et décembre 2020. L'objectif de cette révision est d'organiser des distributions alimentaires d'urgence et, lorsque cela est possible, des transferts de type monétaire au profit des personnes marginalisées et en situation d'insécurité alimentaire grave, ainsi que de renforcer l'appui nutritionnel apporté aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans. Le PAM intensifiera les activités d'alimentation scolaire ainsi que l'appui aux moyens d'existence et à la remise en état des infrastructures communautaires grâce à l'assistance alimentaire pour la création d'actifs, la priorité étant donnée aux petits exploitants. La révision vise aussi à renforcer l'efficacité de l'intervention, compte tenu de la hausse des besoins. À cette fin, le PAM fournira au Gouvernement et aux partenaires des services aériens d'aide humanitaire ainsi qu'un appui sur le plan de la logistique et des télécommunications d'urgence. La révision permet d'apporter une aide à 1 969 800 personnes supplémentaires, ce qui porte le total du nombre de bénéficiaires à 17 217 421 personnes, pour un coût de 1,9 milliard de dollars.
6. **La troisième révision du PSPP pour la République arabe syrienne (2019-2020)** vise à atténuer la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, qui est exacerbée par une situation financière désastreuse liée à la dévaluation rapide de la

monnaie se traduisant par une hausse généralisée des prix des produits alimentaires depuis le deuxième semestre de 2019. À cela s'ajoute une insécurité persistante et des déplacements de population à grande échelle. Les répercussions de la COVID-19 mettent à rude épreuve l'économie du pays et les moyens d'existence de la population syrienne vulnérable, déjà ébranlés. En avril 2020, on estimait à 9,3 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, soit 45 pour cent de la population totale, ce qui est le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Parmi ces personnes, plus d'un million se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire grave. Au titre de la révision, l'opération a été prolongée de 12 mois et le recours aux transferts de type monétaire considérablement accru, le but étant de venir en aide à la population syrienne vulnérable, d'encourager la fréquentation scolaire pendant l'année scolaire 2021/22 et de dissuader les ménages de faire travailler les enfants pour survivre. La révision permet d'apporter une aide à 431 500 personnes supplémentaires, ce qui porte le total du nombre de bénéficiaires du PSPP révisé à 7 886 500 personnes, pour un coût de 1,2 milliard de dollars.

7. **La sixième révision du PSPP pour le Soudan du Sud (2018-2021)** porte prorogation du PSPP, le but étant de faire concorder le prochain PSP du PAM avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour le Soudan du Sud, qui commencera en 2022. La révision a été élaborée en s'appuyant sur l'analyse des chocs les plus récents (inondations et pandémie de COVID-19) ainsi que de leurs répercussions sur la sécurité alimentaire, la nutrition, les marchés et les chaînes d'approvisionnement régionales. D'après une analyse de février 2020 fondée sur l'IPC, 6,5 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population – risquent de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phases 3 à 5 de l'IPC). La révision vise par conséquent à permettre au PAM de se positionner comme un partenaire privilégié du renforcement de la résilience au Soudan du Sud, d'élargir les initiatives de protection sociale (comme le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale), de fournir des services de développement des infrastructures tendant à améliorer l'accès des acteurs humanitaires aux lieux isolés et de fournir aux partenaires de l'action humanitaire et du développement un service numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts utilisant le système interne SCOPE. Le coût total de la révision s'établit à 0,9 milliard de dollars.
8. **La première révision du PSP pour l'Éthiopie (2020-2025)** a été rendue nécessaire par l'augmentation des besoins humanitaires enregistrée en 2020 principalement comme suite aux répercussions de la pandémie de COVID-19, à l'infestation de criquets pèlerins et aux déplacements de population provoqués par le conflit, la sécheresse et les inondations. Après l'examen semestriel du plan d'intervention humanitaire publié en août 2020, le nombre de bénéficiaires a été porté à 15 millions et les besoins sont passés de 1 milliard de dollars à 1,44 milliard de dollars. La révision vise à intensifier les opérations face à la crise de la COVID-19 et aux autres chocs au moyen d'une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale, compte tenu du nombre accru de personnes en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité. Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires du volet relatif à la nutrition a été revu à la baisse, conformément aux directives nationales révisées concernant le traitement de la malnutrition aiguë modérée. Des services essentiels seront fournis dans le cadre d'une activité relevant du module de la logistique et d'un nouveau volet prévoyant la prestation de services d'achat de vivres à la demande. Au titre de la révision, le nombre de bénéficiaires a été revu à la baisse pour s'établir à 20 316 273 personnes (soit 598 922 de moins qu'initialement prévu), pour un coût total de 435,2 millions de dollars.
9. **La sixième révision du PSP pour le Bangladesh (2017-2021)** porte prolongation de l'opération pour une durée de 12 mois, le but étant de s'aligner sur le cycle de planification du système des Nations Unies et de faire face aux effets de la COVID-19. Si l'on ne connaît pas encore tout l'impact qu'aura cette pandémie, la croissance économique en pâtit déjà et des mesures de relèvement seront probablement nécessaires au-delà de 2021. L'emploi et les revenus ont reculé et les résultats des évaluations réalisées par le PAM montrent que,

dans les camps de réfugiés, la vulnérabilité s'est accrue du fait de la pandémie. Afin d'atténuer les répercussions de la crise, le PAM va fournir une assistance alimentaire et des transferts de type monétaire aux membres des communautés bangladaises se trouvant dans des sous-districts où sont implantés des camps de réfugiés ou situés à proximité de tels camps. En milieu urbain, l'assistance comprendra un appui aux ménages en situation d'auto-isolement et un programme limité d'alimentation scolaire d'urgence. En collaboration avec la FAO et les partenaires coopérants, le PAM tâchera d'améliorer l'accès aux aliments frais dans certains centres urbains ciblés, de renforcer les chaînes d'approvisionnement et les liens unissant agriculteurs, grossistes et détaillants locaux et, dans la mesure du possible, de favoriser le recours à des outils numériques novateurs pour faciliter la livraison aux bénéficiaires. La révision permet d'apporter une aide à 1 554 442 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 5 407 600 personnes, pour un coût de 398,6 millions de dollars.

10. **La quatrième révision du PSPP pour la Somalie (2019-2021)** vise à répondre aux besoins accrus, sur le plan des secours et des moyens d'existence, des personnes vulnérables touchées par les inondations, les invasions de criquets pèlerins et la pandémie de COVID-19 dans l'ensemble du pays. Le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition avait estimé que quelque 3,5 millions de Somaliens seraient en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 [crise] ou plus de l'IPC) entre juillet et septembre 2020, soit une augmentation de 30 pour cent par rapport au mois de juin. L'on s'attend à ce qu'au niveau national, la récolte de céréales de la saison *gu* soit de 30 à 40 pour cent inférieure à la moyenne enregistrée entre 1995 et 2019. La révision vise à intensifier l'appui apporté aux populations très vulnérables en organisant des distributions de vivres et des transferts de type monétaire et en augmentant le nombre de bénéficiaires au titre du volet portant sur les moyens d'existence, en vue de faire progresser la production agricole des petits exploitants. Le module de la logistique renforcera ses services de transport maritime et terrestre à la demande à l'intention du Gouvernement et des partenaires. La révision permet d'apporter une aide à 1 793 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 9 364 315 personnes, pour un coût de 325,4 millions de dollars.
11. **La quatrième révision du PSP pour le Cameroun (2018-2021)** a été élaborée pour faire face à la situation complexe liée à la crise dans le bassin du lac Tchad, dans l'Extrême-Nord, aux conséquences de l'afflux de réfugiés depuis la République centrafricaine, dans l'Est, et aux hostilités entre les groupes armés non étatiques et les forces de sécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La propagation de la COVID-19 a encore détérioré la sécurité alimentaire, déjà précaire, des groupes vulnérables dans les zones urbaines et péri-urbaines. Au titre de cette révision, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes touchées par la COVID-19 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest recevront des transferts monétaires à usages multiples, qui seront assortis d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements ainsi que de distributions de vivres. Une collation quotidienne composée de biscuits à haute teneur énergétique sera fournie aux enfants dans les écoles formelles et non formelles, lorsque celles-ci rouvriront. Il est envisagé de modifier l'assortiment alimentaire d'urgence destiné aux personnes nouvellement déplacées et aux réfugiés nigériens pour atteindre une ration alimentaire complète pour une période de trois mois, et des biscuits à haute teneur énergétique seront distribués dans les centres d'accueil des réfugiés. La révision, qui porte prolongation de l'opération pour une durée de 12 mois, permet d'apporter une aide à 139 076 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 129 805 personnes, pour un coût de 161,4 millions de dollars.
12. **La quatrième révision du PSP pour le Kenya (2018-2023)** vise à transposer à plus grande échelle l'action menée en réponse à la crise de la COVID-19 en fournissant une assistance vitale à davantage de personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. D'après les perspectives de la sécurité alimentaire de juin 2020, quelque 3,5 millions de personnes

étaient en proie à l'insécurité alimentaire et l'on s'attendait à ce que les besoins atteignent un pic en août et en septembre. La révision a pour objet d'élargir le programme d'allocations en espèces mis en place par le Gouvernement en faveur des habitants de Nairobi et de Mombasa touchés par la crise et d'intensifier les services de nutrition afin de répondre à la demande croissante dans les comtés de Nakuru, Kilifi et Kwale, situés en zone aride ou semi-aride. Dans le cadre d'une nouvelle activité d'urgence, le PAM complète l'assistance apportée par les pouvoirs publics aux autres communautés touchées par des catastrophes. Le nombre de bénéficiaires concernés par l'Initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales a augmenté comme suite à la hausse de la demande d'accès à des services financiers, y compris à la micro-assurance. Par ailleurs, dans le cadre de l'action face à la COVID-19, l'assistance nutritionnelle a été élargie pour couvrir le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. La révision permet d'apporter une aide à 758 200 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 224 000 personnes, pour un coût de 94,3 millions de dollars.

13. **La quatrième révision du PSP pour l'Afghanistan (2018-2022)** vise à répondre aux besoins des groupes de population exposés à une insécurité alimentaire extrêmement élevée, au conflit, qui se poursuit, au chômage de masse et aux répercussions de la pandémie de COVID-19. Dans le Plan de réponse humanitaire pour l'Afghanistan de juin 2020, il est indiqué que 14 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et 35 millions d'un filet de protection sociale. Après avoir touché la santé publique, la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 s'est vite propagée à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence. Fondée sur un ciblage axé sur la vulnérabilité, la révision a pour objet d'intensifier les distributions de vivres destinées aux personnes touchées par la COVID-19 et aux autres groupes vulnérables dans l'ensemble du pays, afin de contribuer à subvenir à leurs besoins alimentaires pendant la crise. Des transferts de type monétaire seront assurés principalement dans les zones urbaines proches de marchés et desservies par des prestataires de services financiers reposant sur la téléphonie mobile. À la faveur du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, le PAM a l'intention de continuer d'apporter un appui essentiel à l'action menée face à la COVID-19 en assurant en continu des services aériens domestiques et internationaux fiables, permettant ainsi l'accès des travailleurs humanitaires. La révision permet d'apporter une aide à 3 008 152 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 20 501 676 personnes, pour un coût de 88,2 millions de dollars.
14. **La cinquième révision du PSP pour l'Équateur (2017-2021)** vise à aider le Gouvernement à faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui est liée à la pandémie de COVID-19 et à l'arrivée de migrants vénézuéliens et de réfugiés fuyant la flambée de violence et de criminalité en Colombie. À la mi-mars 2020, le Gouvernement équatorien a déclaré l'état d'urgence et sollicité officiellement l'assistance du PAM. La révision vise à répondre aux besoins des migrants vulnérables au moyen de bons-valeur. Un complément destiné à couvrir les besoins en matière d'hygiène sera distribué par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Par ailleurs, le PAM financera l'achat des ingrédients nécessaires à la préparation quotidienne de repas chauds dans les lieux d'hébergement et les centres de quarantaine. Les Équatoriens vulnérables touchés par la COVID-19 recevront, par l'intermédiaire du système national de protection sociale, l'assistance du PAM, qui complètera la somme versée par le Gouvernement afin de veiller à la bonne prise en charge des foyers vulnérables comptant des filles ou des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des enfants de moins de cinq ans. Le PAM contribuera en outre à la mise en place d'un système de protection sociale tenant davantage compte de la nutrition et permettant un meilleur accès des plus vulnérables à l'alimentation et aux services de santé. La mise en place d'une structure de coordination logistique à l'intention des partenaires et la fourniture d'une assistance technique visant à améliorer les modalités

de stockage, de transport et de distribution contribueront à renforcer l'efficacité de l'intervention humanitaire. La révision permet d'apporter une aide à 720 511 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 537 662 personnes, pour un coût de 77,0 millions de dollars.

15. **La septième révision du PSP pour le Liban (2018-2021)** vise à faire face à la crise multidimensionnelle qui touche le pays, en proie à une contraction économique, à des troubles civils, à une instabilité politique, à une augmentation des taux de pauvreté, à une hausse du prix des produits de base et aux effets de la pandémie de COVID-19. En outre, l'explosion survenue en août 2020 dans un entrepôt du port de Beyrouth a fait de nombreuses victimes et entraîné d'importants dégâts matériels. La révision vise, au moyen de distributions de vivres et de transferts de type monétaire, à accroître considérablement l'appui apporté aux personnes qui ont vu leurs moyens d'existence mis à mal par la pandémie, l'explosion et la dégradation de la situation économique. Le PAM renforcera sa contribution à l'action humanitaire en fournissant des services logistiques et des services d'achat au Gouvernement et aux partenaires. La révision permet d'apporter une aide à 420 001 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 552 056 personnes, pour un coût de 73,9 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif

16. **La deuxième révision du PSP pour le Niger (2020-2024)** fait suite à la détérioration rapide des conditions de sécurité dans le pays et dans l'ensemble de la région, qui entraîne des déplacements forcés et une hausse des besoins humanitaires. En effet, le Niger compterait actuellement 228 717 réfugiés maliens et nigériens et 265 522 personnes déplacées. Cette situation déjà précaire est exacerbée par la pandémie de COVID-19. D'après l'analyse fondée sur le Cadre harmonisé de mars 2020, l'on s'attendait à ce que plus de 2 millions de personnes se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou phase supérieure du cadre) pendant la période de soudure de 2020 (de juin à août), soit une augmentation de plus de 65 pour cent par rapport à l'année précédente. Compte tenu de la hausse des besoins, la révision a pour objet: d'organiser des distributions alimentaires d'urgence au profit des déplacés, des populations hôtes et des personnes en difficulté pendant la période de soudure; de fournir une supplémentation alimentaire aux enfants âgés de 6 à 23 mois souffrant de malnutrition aiguë ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes; et de donner plus d'ampleur à l'action menée en faveur du renforcement de la résilience en organisant des activités de création d'actifs dans la région de Diffa. La révision permet d'apporter une aide à 1 986 749 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 8 630 244 personnes, pour un coût de 130,1 millions de dollars.
17. **La deuxième révision du PSP pour la Zambie (2019-2024)** vise à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, qui, d'après le plan national d'intervention, risque d'exacerber l'insécurité alimentaire et de mettre à mal les moyens d'existence de 7,6 millions de personnes. D'après les résultats de l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée en juin 2020 par le PAM, 70 pour cent des ménages interrogés travaillaient dans le secteur informel, le plus touché par la pandémie de COVID-19. Ceux qui présentaient déjà des vulnérabilités étaient les plus touchés par la pandémie; selon les données disponibles, certains consacraient plus de 75 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation. La révision a pour objet d'organiser des transferts de type monétaire en faveur des citoyens touchés par la COVID-19 afin d'accroître leur capacité de subvenir à leurs besoins essentiels. Afin d'appuyer la production agricole, les petits producteurs seront encouragés à pratiquer une agriculture de conservation, à adopter de meilleures méthodes de gestion après récolte et à cultiver le maïs orange, le sorgho, le manioc et le niébé à des

fins de diversification. En outre, une assistance technique sera apportée afin de promouvoir l'achat de produits alimentaires directement auprès de petits exploitants vivant dans les zones desservies par les écoles, au profit des écoliers des districts ciblés. La révision permet d'apporter une aide à 760 329 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 035 365 personnes, pour un coût de 29,6 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

18. **La deuxième révision du PSPP pour la Libye (2019-2021)** porte prolongation de l'opération pour une période de 12 mois, le but étant de continuer à apporter une aide humanitaire vitale aux populations vulnérables et de poursuivre la mise en place d'une assistance de type monétaire à l'appui de l'économie locale, qui a beaucoup pâti du conflit prolongé, de l'instabilité politique et de la pandémie de COVID-19. Elle vise à répondre aux besoins des plus vulnérables, y compris des personnes déplacées, de celles ayant pris le chemin du retour, des communautés hôtes, des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, principalement au moyen de distributions de vivres et de transferts de type monétaire, lorsque cela est possible. Le PAM compte également recourir davantage aux bons-produits électroniques à Tripoli et à Zouara. Par ailleurs, un programme d'alimentation scolaire d'urgence sera mis en œuvre au profit de 10 000 écoliers afin de faire progresser le taux de scolarisation et l'assiduité. La révision permet d'apporter une aide à 44 240 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 226 240 personnes, pour un coût de 41,8 millions de dollars.
19. **La troisième révision du PSP pour le Mali (2020-2024)** vise à permettre au PAM de répondre aux besoins humanitaires accrus liés à la détérioration de la situation sur les plans de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi qu'aux répercussions de chocs extérieurs, dont la pandémie de COVID-19. Il est ressorti de l'analyse fondée sur le Cadre harmonisé de mars 2020 que 1,3 million de personnes allaient se trouver en situation d'insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure, qui s'étend de juin à septembre. Ce chiffre devrait augmenter considérablement du fait de la pandémie de COVID-19. Par conséquent, la révision consiste en une intensification des distributions de vivres et des transferts de type monétaire, dans le but d'atténuer les effets de l'insécurité alimentaire grandissante, et en une augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'un traitement de la malnutrition aiguë modérée. Afin de passer d'une aide d'urgence à un renforcement de la résilience, le PAM va mener des activités visant à mettre en place, au profit des personnes souffrant d'insécurité alimentaire structurelle et des effets de la COVID-19, un filet de protection qui s'adapte et permet d'atténuer les chocs. Il envisage également de renforcer la flotte du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, afin de pouvoir apporter un appui accru au Gouvernement et aux partenaires. La révision permet d'apporter une aide à 1 217 526 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 489 680 personnes, pour un coût de 36,7 millions de dollars.
20. **La première révision du PSP pour le Sénégal (2019-2023)** fait suite à une dégradation, dans tout le pays, de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, exacerbée par la pandémie de COVID-19. Il est ressorti de l'analyse de mars 2020 fondée sur le Cadre harmonisé que 436 650 personnes relevaient de la phase 3 du cadre, ce qui s'explique par la diminution des envois de fonds, le déficit de production vivrière et la forte baisse de revenus liés aux restrictions de déplacement imposées pour lutter contre la pandémie. La révision a pour objet d'intensifier les distributions de vivres à l'intention des personnes en situation d'insécurité alimentaire et recensées comme étant en phase 3 du Cadre harmonisé. Une supplémentation alimentaire généralisée devrait être assurée au profit des enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que des filles et des femmes enceintes ou allaitantes dans les régions où les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sont les plus mauvais. D'autres mécanismes de distribution seront mis en place pour les enfants

inscrits dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM, dont la famille recevra un appui sous forme de transferts de type monétaire. La révision permet d'apporter une aide à 559 995 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 563 995 personnes, pour un coût de 28,6 millions de dollars.

21. **La première révision du PSP pour le Pakistan (2018-2022)** vise à répondre aux besoins des personnes vulnérables ayant été déplacées ou touchées par divers aléas naturels (invasions de criquets pèlerins, fortes chutes de neige, sécheresse et inondations) et par la pandémie de COVID-19. D'après l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition menée par le PAM, la pandémie devrait faire basculer quelque 3 millions de personnes supplémentaires dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. La révision consiste à renforcer l'assistance au profit des populations touchées par le conflit ou par des chocs au moyen de distributions de vivres et, là où les marchés sont opérationnels, de transferts de type monétaire. Les activités de création d'actifs et de formation professionnelle seront élargies aux districts du sud des provinces du Baloutchistan et du Sind, touchés par la sécheresse. Les mécanismes de protection sociale du Gouvernement, tels que le Programme Benazir de soutien au revenu, devraient être renforcés afin d'apporter une assistance aux personnes pauvres en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans les zones tant urbaines que rurales. Un appui à la nutrition devrait également être proposé afin d'atténuer les effets de la malnutrition dans le sud du pays. La révision permet d'apporter une aide à 1 610 029 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 9 297 029 personnes, pour un coût de 27,5 millions de dollars.
22. **La cinquième révision du PSP pour l'État de Palestine (2018-2022)** vise à faire face à une situation toujours marquée par le conflit de longue date, la stagnation économique, le chômage élevé, les inégalités entre les femmes et les hommes ainsi que les taux élevés de pauvreté. Du fait de l'épidémie de COVID-19, cette situation devrait se dégrader en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où de nombreux secteurs ont subi les restrictions liées au confinement. Par conséquent, au titre de la révision, le PAM proposera des transferts de type monétaire aux personnes vulnérables qui risquent le plus de souffrir des effets de la COVID-19 ainsi que des distributions de vivres à un plus petit nombre de bénéficiaires. Par ailleurs, dans le cadre d'une initiative rationnelle d'un point de vue climatique, il fournira une assistance technique et des intrants afin de promouvoir les cultures hydroponiques et de meilleures pratiques agricoles et, partant, d'appuyer les moyens d'existence et de renforcer la résilience. La révision permet d'apporter une aide à 22 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 426 000 personnes, pour un coût de 22,5 millions de dollars.
23. **La première révision du plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021)** vise à atténuer les conséquences de la pandémie de COVID-19 pour les Caraïbéens vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. En avril 2020, le PAM a réalisé une étude sur l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans la région pour le compte de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et avec l'appui de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (CDEMA) et de la FAO. Il en est ressorti que, sur l'ensemble des pays et territoires couverts par le Bureau du PAM aux Caraïbes, plus de 1,7 million de personnes étaient exposées à l'insécurité alimentaire, dont 403 500 se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire grave. La révision vise à intensifier l'assistance technique et les services relatifs aux chaînes d'approvisionnement destinés à la CARICOM, à la CDEMA et aux autorités nationales concernées, en vue de renforcer l'efficacité des interventions. Dans le cadre d'une approche monétaire, les bénéficiaires directs recevront des transferts de type monétaire par l'intermédiaire des dispositifs nationaux de protection sociale, qui constituent de bons moyens d'atteindre les plus vulnérables. Les services d'appui fournis par le PAM comprendront diverses options conçues pour remédier aux lacunes à l'échelle régionale, y compris la mise à disposition de moyens de transport aérien et maritime qui contribueront

aux efforts du Gouvernement et des partenaires. La révision permet d'apporter une aide à 55 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 80 000 personnes, pour un coût de 17,0 millions de dollars.

24. **La deuxième révision du PSP pour la République dominicaine (2019-2023)** fait suite à la déclaration de l'état d'urgence nationale, le 19 mars 2020, et à l'appel à l'assistance internationale lancé le même jour par le Gouvernement afin de lutter contre l'épidémie de COVID-19, qui débutait dans le pays. Les mesures prises en vue d'enrayer l'épidémie ont causé la perte de moyens d'existence et des ruptures d'approvisionnement, entraînant difficultés économiques et insécurité alimentaire. Dans le cadre de la révision, qui vise à compléter l'action des pouvoirs publics, des distributions de vivres et des transferts de type monétaire seront organisés à l'intention des personnes en situation d'insécurité alimentaire qui ont perdu leurs moyens d'existence et n'ont pas accès à des produits alimentaires par le biais des programmes gouvernementaux. Par ailleurs, le PAM fournira, à la demande, des services logistiques d'entreposage, de transport et de coordination, le but étant d'aider les partenaires comme les organisations non gouvernementales et les autres organismes des Nations Unies en assurant la prestation de services communs. La révision permet d'apporter une aide à 282 400 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 658 400 personnes, pour un coût de 16,4 millions de dollars.
25. **La première révision du PSP pour la Guinée (2019-2022)** permet au PAM d'intensifier ses efforts visant à atténuer les effets de la crise que constitue la hausse de l'insécurité alimentaire, qui est liée à la période de soudure et à la COVID-19. Il est ressorti de l'analyse de mars 2020 fondée sur le Cadre harmonisé que 113 641 personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire grave, et l'on s'attendait à ce que ce nombre passe à 267 170 entre juin et août 2020. Compte tenu de l'impact combiné de la COVID-19 et de la période de soudure, la révision permettra d'élargir l'assistance de façon à subvenir aux besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables, y compris des travailleurs occasionnels et des groupes marginalisés, au moyen de distributions de vivres et de transferts de type monétaire, selon les conditions du marché. Selon que de besoin, le PAM évaluera la possibilité de fournir une partie de son assistance par l'entremise des programmes nationaux de protection sociale. La révision permet de venir en aide à 315 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 704 023 personnes, pour un coût de 16,2 millions de dollars.
26. **La cinquième révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2017-2021)** vise à atténuer les incidences de la COVID-19, qui constitue une grave menace dans le pays, dont les infrastructures et services de santé limités ne permettent pas de déployer une réponse adaptée. On estime que, du fait de la pandémie, plus de 2 millions de personnes rencontreront des difficultés d'accès à la nourriture et que les plus touchées seront celles résidant dans des zones urbaines densément peuplées. La révision a pour objet d'empêcher que la situation en matière de sécurité alimentaire ne se détériore plus avant. Pour cela, un appui sous forme de transferts de type monétaire sera apporté aux citoyens pauvres de dix régions. Par l'intermédiaire de centres de santé et d'organisations locales dans les régions durement touchées par la COVID-19, le PAM distribuera des produits nutritifs spécialisés afin de traiter les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que des aliments destinés à couvrir les besoins journaliers de 9 000 filles et femmes enceintes ou allaitantes. Parallèlement, il organisera des activités d'éducation nutritionnelle. En outre, il adaptera et transposera à plus grande échelle ses services de soutien logistique et d'appui aux chaînes d'approvisionnement en veillant à la non-interruption des transports transfrontières à l'échelle régionale, de sorte que la République-Unie de Tanzanie continue de servir de couloir de transport vers les pays voisins enclavés. La révision permet d'apporter une aide à 526 826 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 118 157 personnes, pour un coût de 16,2 millions de dollars.

27. **La neuvième révision du PSP pour la Colombie (2017-2021)** vise à répondre aux besoins urgents qui se sont faits jour à l'arrivée de la COVID-19, qui a entraîné la perte de moyens d'existence et une hausse connexe de l'insécurité alimentaire. Les restrictions de déplacement imposées par le Gouvernement perturbent les opérations humanitaires dans le pays, en rendant de plus en plus complexes le transport de biens et la mobilité des travailleurs humanitaires. Le PAM étant un partenaire de confiance du Gouvernement et un expert en logistique, ses services ont été sollicités par les autorités nationales et locales et par d'autres partenaires humanitaires. Dans le cadre de la révision, le PAM fournira donc un soutien logistique aux pouvoirs publics et aux partenaires. Ainsi, il assurera: le transport de 50 tonnes de nourriture et de 26 400 kits non alimentaires dans les six zones comptant le plus grand nombre de migrants vénézuéliens; l'achat de 176 tonnes de vivres et de suppléments en micronutriments destinés aux migrants vulnérables, y compris aux enfants; et un service de transport aérien assurant trois allers-retours par mois vers dix destinations qui, d'après les partenaires humanitaires, sont mal desservies par les compagnies commerciales, permettant ainsi le transport de 200 passagers. Le coût total de la révision s'établit à 15,0 millions de dollars.
28. Dans le cadre de **la quatrième révision du PSP pour la République démocratique populaire lao (2017-2021)**, des ajustements ont été apportés aux programmes de façon à pouvoir venir en aide plus efficacement aux personnes vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire qui sont touchées par la sécheresse, les inondations et la COVID-19. Il est ressorti d'une mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire menée conjointement par le PAM et la FAO en décembre 2019 que l'épisode de sécheresse prolongé qui avait touché le nord du pays et les fortes inondations dans le sud et le centre avaient eu de graves répercussions sur la récolte de riz – principal aliment de base du pays – de la saison humide (la plus importante de l'année) de 2019. En plus de faire peser un risque supplémentaire sur les moyens d'existence, la COVID-19 exacerbe les vulnérabilités existantes. La révision consiste donc à: proposer un déjeuner à un plus grand nombre d'enfants dans les écoles ciblées; intensifier l'appui à l'agriculture en créant de nouvelles écoles de la nutrition destinées aux agriculteurs, en élargissant les subventions en faveur des jardins potagers et en favorisant les services de conseils ruraux par l'intermédiaire de conseillers en nutrition dans les villages; inclure dans les bénéficiaires les ménages touchés par la COVID-19, qui recevront des transferts de type monétaire; apporter un appui nutritionnel aux enfants âgés de 6 à 59 mois; et fournir des produits alimentaires aux communautés vulnérables participant aux activités de création d'actifs. La révision permet d'apporter une aide à 96 351 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 337 976 personnes, pour un coût de 9,8 millions de dollars.
29. **La deuxième révision du PSP pour la Sierra Leone (2020-2024)** fait suite à une dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, exacerbée par la pandémie de COVID-19. En janvier 2020, à l'issue d'une évaluation conjointe du système de suivi de la sécurité alimentaire, le Ministère de l'agriculture et des forêts et le PAM ont déterminé que le taux d'insécurité alimentaire s'établissait à 47,7 pour cent. La révision consiste à intensifier l'aide en faveur des populations très vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire au moyen de distributions de vivres et de transferts de type monétaire. Dans le cadre de l'appui nutritionnel, les services de dépistage et d'orientation médicale seront renforcés et une formation ainsi que des équipements seront fournis aux soignants. Par ailleurs, des produits nutritifs spécialisés seront distribués aux enfants ciblés âgés de 6 à 59 mois et aux filles et femmes enceintes ou allaitantes. Afin de lutter plus efficacement contre la pandémie, les capacités des pouvoirs publics seront renforcées. Les installations seront notamment améliorées afin de permettre aux autorités d'isoler et de traiter en toute sécurité les patients atteints de la COVID-19. Par ailleurs, le PAM fournira des services d'accès à Internet et de téléphonie ainsi que des équipements de radio afin de renforcer les capacités en matière de télécommunication, qui sont nécessaires à la bonne exécution des interventions

humanitaires. La révision permet d'apporter une aide à 108 389 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 584 760 personnes, pour un coût de 7,9 millions de dollars.

30. **La deuxième révision du PSP pour Cuba (2020-2021)** vise à permettre la poursuite des activités menées à Cuba pendant la période de deux mois, de janvier à février 2021, avant le début de la mise en œuvre du PSP, qui doit commencer en mars 2021 et non plus en janvier, comme prévu initialement. Dans le cadre de la riposte à la COVID-19 menée par le système des Nations Unies à Cuba, le PAM assure une assistance alimentaire d'urgence au profit des groupes vulnérables depuis juin 2020. La révision permet d'apporter une aide à 55 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 987 971 personnes, pour un coût de 1,1 million de dollars.
31. **La deuxième révision du PSP pour la Tunisie (2018-2022)** vise à atténuer les conséquences, pour les élèves vulnérables et leur famille, de la fermeture des écoles liée à l'arrivée de la COVID-19. Composante prioritaire de la réforme du secteur de l'éducation, le programme national d'alimentation scolaire sert de dispositif de protection sociale pour 260 000 enfants de 2 500 écoles primaires. Toutes les écoles ayant dû fermer du fait de l'épidémie de COVID-19, les élèves ne bénéficient plus des repas scolaires dont ils dépendent. Les familles les plus pauvres, notamment celles comptant plus de trois enfants ou des enfants de moins de cinq ans, ont vu leur situation se détériorer. Dans le cadre de la révision, les familles vulnérables des élèves concernés par la fermeture des écoles dans les zones rurales du gouvernorat de Siliana recevront des transferts de type monétaire. Par ailleurs, le PAM intensifiera ses activités de renforcement des capacités à l'intention du Ministère de l'enseignement supérieur, aux fins de la mise en place d'un programme national d'alimentation en faveur des étudiants, et apportera une assistance technique au Ministère des affaires sociales, aux fins de la modernisation du système de protection sociale. La révision permet de venir en aide à 2 685 bénéficiaires, pour un coût de 0,5 million de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

32. **La deuxième révision du PSP pour le Rwanda (2019-2023)** vise à empêcher que la situation des réfugiés sur le plan de la sécurité alimentaire ne se détériore davantage du fait de la COVID-19. Le Rwanda compte actuellement 148 104 réfugiés, venant principalement du Burundi et de la République démocratique du Congo. Les résultats préliminaires d'une enquête de suivi post-distribution conduite en juillet 2020 dans les camps de réfugiés montrent que la pandémie a eu des répercussions sur la consommation et la diversité alimentaires des réfugiés, tombées à des niveaux jamais enregistrés précédemment. À la suite de la fermeture des écoles, en mars 2020, le programme d'alimentation scolaire a été suspendu et les écoliers réfugiés ont été privés de leur déjeuner quotidien à l'école. La révision consiste à mettre en place des transferts de type monétaire pour les réfugiés du camp de Mahama et à organiser des distributions de vivres à l'intention des réfugiés burundais, conformément au plan d'urgence élaboré par le Gouvernement et les partenaires en prévision de l'élection présidentielle au Burundi. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire, le PAM fournira des repas chauds aux élèves ainsi que des transferts de type monétaire afin de permettre l'achat de produits frais, tels que des avocats, des légumes-feuilles et du lait, qui viendront compléter l'assortiment alimentaire. La révision permet d'apporter une aide à 166 495 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 636 736 personnes, pour un coût de 24,5 millions de dollars.
33. **La deuxième révision du PSP pour El Salvador (2017-2021)** vise à faire face à une crise humanitaire complexe découlant d'une série de phénomènes climatiques extrêmes, de la

COVID-19 et d'un contexte national marqué par la violence et la pauvreté. Le 31 mai 2020, en pleine pandémie de COVID-19, la tempête tropicale Amanda a frappé El Salvador, faisant des victimes et endommageant considérablement les infrastructures. Le 5 juin, la situation s'est gravement détériorée lorsque la tempête Cristóbal s'est formée au Mexique, provoquant des pluies torrentielles en El Salvador. En 2020, le pays a enregistré plus de 40 345 cas confirmés de COVID-19, ce qui a eu pour effet, pendant les périodes de pic épidémique, de saturer le système de santé, entraînant des pénuries de lits dans les hôpitaux, y compris dans les unités de soins intensifs. Dans le cadre de la révision, les personnes touchées bénéficieront de distributions de vivres et, dans les zones où les marchés sont opérationnels, de transferts de type monétaire afin d'éviter toute nouvelle dégradation de leur situation sur le plan de la sécurité alimentaire. Afin d'accroître la résilience de la population face aux chocs, le PAM organisera des activités de création d'actifs et d'échange de pratiques optimales relatives à la conservation des ressources naturelles, à la réduction des pertes après récoltes, à l'amélioration de l'accès aux marchés (y compris par des plateformes numériques) et à l'organisation de coopératives agricoles, le but étant de renforcer les moyens d'existence. La révision permet d'apporter une aide à 41 316 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 834 539 personnes, pour un coût de 10,8 millions de dollars.

34. **La sixième révision du PSP pour le Pérou (2018-2022)** vise à faire face aux conséquences catastrophiques de la pandémie de COVID-19, qui, d'après la Banque mondiale, aurait entraîné un recul de 17,4 pour cent du produit intérieur brut du pays au premier semestre de 2020. Le Pérou est l'un des pays de la région qui a enregistré le plus de suppressions d'emplois et de pertes de revenus, ce qui a eu pour effet d'exacerber l'insécurité alimentaire de la population locale et des migrants vénézuéliens. Concernant ces derniers, les données les plus récentes font état d'une situation alarmante, puisque 68 pour cent seraient exposés à l'insécurité alimentaire et 17 pour cent à une insécurité alimentaire grave. Alors que la pandémie continue de faire des ravages dans le pays et de mettre à mal les moyens d'existence, la révision consiste à allonger la durée et à élargir la portée des activités de transfert de type monétaire en 2021 afin de renforcer l'assistance aux populations hôtes, aux réfugiés et aux migrants. La révision permet d'apporter une aide à 88 110 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 186 510 personnes, pour un coût de 10,0 millions de dollars.
35. **La première révision du PSP pour Djibouti (2020-2024)** vise à répondre aux besoins croissants liés à la pandémie de COVID-19 et aux inondations, qui ont aggravé l'insécurité alimentaire dans tout le pays. La pandémie a eu pour effet d'exacerber les vulnérabilités existant déjà à Djibouti, en particulier dans les zones urbaines, où certains ménages se sont à peine remis des inondations de novembre 2019 et d'avril 2020. Les personnes qui étaient déjà vulnérables, telles que les réfugiés, les migrants, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et celles vivant avec le VIH, le sont devenues plus encore et ne sont plus en mesure de subvenir à des besoins essentiels comme la nourriture, les soins médicaux et le logement. La révision a pour objet d'aider les personnes touchées par les inondations et par la pandémie en leur proposant des transferts de type monétaire ainsi que des biscuits à haute teneur énergétique. Des distributions de vivres sont également proposées pour les migrants. Des activités d'appui à la préparation aux situations d'urgence seront organisées à l'intention des autorités concernées, le but étant de renforcer les capacités du pays à se préparer aux chocs et à y faire face. La révision permet d'apporter une aide à 61 495 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 177 325 personnes, pour un coût de 9,2 millions de dollars.
36. **La deuxième révision du PSP pour Eswatini (2020-2024)** vise à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, particulièrement forts dans le pays, dont le système de santé est saturé. La pandémie a aussi entraîné la fermeture des écoles et, du fait des restrictions de déplacement, mis à mal les moyens d'existence des personnes vulnérables et provoqué un

recul général, voire l'arrêt, de l'activité économique. Selon les estimations, entre juin et septembre 2020, plus de 330 000 personnes (soit 29 pour cent de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë grave, dont près de 30 000 personnes en phase 4 de l'IPC (urgence) et 301 000 personnes en phase 3 (crise). La révision concerne les personnes les plus touchées dont la sécurité alimentaire a été compromise et qui n'ont pas accès à d'autres sources d'assistance. Ces personnes bénéficieront de distributions de vivres et, si les conditions du marché le permettent, de transferts de type monétaire. La révision permet d'apporter une aide à 63 699 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 263 292 personnes, pour un coût de 6,2 millions de dollars.

37. **La première révision du PSP pour l'Arménie (2019-2024)** vise à faire face à l'évolution rapide de la pandémie de COVID-19, qui nécessite de mettre en place des interventions humanitaires pour venir en aide aux populations arméniennes concernées. À court terme, la pandémie devrait toucher de façon disproportionnée les personnes vivant déjà sous le seuil de pauvreté; à moyen et à long terme, on s'attend à ce qu'elle entraîne des difficultés économiques qui auront pour effet d'aggraver l'insécurité alimentaire. La révision a pour objet d'offrir un appui immédiat aux personnes touchées par la pandémie et par d'autres chocs en assurant des distributions de vivres ainsi que des transferts de type monétaire, le but étant d'éviter que la situation sur le plan de la sécurité alimentaire ne se détériore plus avant. Le PAM accentuera son appui au renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires en matière de coordination des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité alimentaire, afin d'améliorer l'efficacité des interventions. La révision permet d'apporter une aide à 80 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 148 500 personnes, pour un coût de 4,2 millions de dollars.
38. **La cinquième révision du PSP pour Haïti (2019-2023)** fait suite aux restrictions imposées pour lutter contre la COVID-19, qui ralentissent l'action humanitaire menée face à la pandémie. Elle a permis la poursuite des services aériens d'aide humanitaire: entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2020, le PAM a ainsi transporté 1 500 travailleurs humanitaires et 30 000 kilogrammes de marchandises, contribuant à renforcer l'aptitude des pouvoirs publics et des partenaires à lutter contre la pandémie. Le coût total de la révision s'établit à 3,1 millions de dollars.
39. **La première révision du PSP pour le Tadjikistan (2019-2024)** vise à atténuer les importantes difficultés opérationnelles découlant de la pandémie de COVID-19 et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes de population les plus durement touchés. Du fait des restrictions imposées au niveau des chaînes d'approvisionnement internationales et des services logistiques ainsi que de la demande locale croissante en articles d'hygiène, les acteurs humanitaires au Tadjikistan ont dû trouver, ensemble, d'autres façons de répondre aux nouveaux besoins. Pour cela, ils ont notamment développé les dispositifs de prestation de services interorganisations. Dans le cadre de la révision, un système de prestation de services à la demande a été mis en place en septembre 2020 (et sera maintenu jusqu'à la fin du cycle du PSP) afin d'apporter aux partenaires un appui renforcé pour ce qui est des systèmes d'achat, de l'administration des locaux partagés, de la gestion des flottes de véhicules, de la logistique et des chaînes d'approvisionnement. Des transferts de type monétaire seront organisés à l'intention des filles et des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des personnes qui s'occupent d'enfants de moins de deux ans, le but étant d'élargir l'accès aux produits nutritifs et variés disponibles sur les marchés locaux dans les zones urbaines et péri-urbaines des districts de la province autonome du Haut-Badakhchan. La révision permet d'apporter une aide à 29 500 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 963 400 personnes, pour un coût de 2,9 millions de dollars.
40. **La quatrième révision du PSP pour le Kirghizistan (2018-2022)** vise à faire face à la pandémie de COVID-19, qui a eu de graves conséquences socioéconomiques dans tout le

pays. Le Gouvernement estime qu'environ 1 million de personnes vont perdre leur emploi ou des revenus du fait de la COVID-19 et viendront grossir les rangs des "nouveaux pauvres". L'évaluation rapide de la sécurité alimentaire des ménages menée par le PAM en avril et mai 2020 a montré que les ménages les plus pauvres consacraient jusqu'à 70 pour cent de leur budget à l'alimentation. La révision consiste à fournir aux personnes vulnérables une aide d'urgence et un appui au redressement rapide sous forme de transferts de type monétaire et de projets d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, mis en place conjointement avec les collectivités locales et les partenaires. Plusieurs projets de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence seront proposés: remise en état des infrastructures d'irrigation, construction de conduites d'eau potable, et séances de formation consacrées à des compétences pratiques ou encore aux activités génératrices de revenus. La révision permet d'apporter une aide à 100 195 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 734 905 personnes, pour un coût de 2,8 millions de dollars.

41. **La deuxième révision du PSP pour le Sénégal (2019-2023)** vise à remédier aux difficultés de coordination de l'action menée pour limiter l'impact de la COVID-19 en aidant le Gouvernement et les partenaires à mettre en œuvre des interventions plus efficaces. Dans le cadre de la révision, le PAM fournira des services liés aux chaînes d'approvisionnement (transport, distribution, entreposage et achats) afin de renforcer l'action humanitaire. Les partenaires et les entités publiques recevront une formation de base au sujet de la manutention des produits alimentaires et des articles de secours ainsi que de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. Le coût total de la révision s'établit à 2,5 millions de dollars.
42. **La cinquième révision du PSP pour le Myanmar (2018-2022)** vise à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement et les partenaires pour mieux faire face aux effets de la pandémie de COVID-19, qui a bouleversé les chaînes d'approvisionnement internationales et nationales, provoqué un ralentissement de l'économie locale et débouché sur des interdictions de voyager et des confinements, autant d'éléments qui rendent le Myanmar plus vulnérable et qui limitent sa capacité de réagir face à d'autres risques liés notamment aux aléas naturels et au conflit. Dans le cadre de la révision, le PAM fournira des services d'entreposage, de logistique et d'achat d'articles non alimentaires ainsi que des services administratifs communs liés notamment au partage de locaux et de véhicules, à l'appui informatique et à d'autres domaines dans lesquels le PAM dispose de capacités spécialisées reconnues. Le coût total de la révision s'établit à 2,3 millions de dollars.
43. **La première révision du PSP pour Cuba (2020-2021)** a pour objet de renforcer le PSP afin de faire face aux répercussions de la COVID-19 et de pouvoir parer aux autres situations d'urgence qui surviennent fréquemment pendant le dernier trimestre de l'année. Avant l'arrivée de la pandémie, Cuba faisait déjà face à des difficultés d'ordre économique et financier. Notamment, la disponibilité de carburant avait décliné pour ne plus représenter que 50 pour cent des besoins du pays, ce qui avait des incidences sur les conditions de vie de la population. Depuis la mi-2019, le Gouvernement rationne les denrées alimentaires et d'autres produits de base. La pandémie n'a fait qu'aggraver la situation, entraînant une nette diminution des revenus au niveau du pays et des ménages et une progression de l'insécurité alimentaire. Par conséquent, la révision a pour objet: l'achat et la distribution de riz, de haricots, d'huile végétale et de farine de blé enrichie au profit des bénéficiaires du dispositif national d'aide aux familles; l'achat et la distribution d'un nouvel assortiment de haricots destiné aux personnes âgées dans les 54 municipalités des cinq provinces de l'est du pays; et une intensification des activités de préparation aux situations d'urgence organisées à l'intention des autorités nationales chargées de faire face aux crises imprévues. La révision permet d'apporter une aide à 586 609 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 932 971 personnes, pour un coût de 2,2 millions de dollars.

44. **La troisième révision du PSP pour le Honduras (2018-2021)** fait suite à une demande formulée au début de la pandémie de COVID-19 par le Gouvernement et par les partenaires, qui souhaitent que soient mis en place des services à la demande. Le système de santé public du pays peine à répondre aux besoins en fournitures médicales et autres articles essentiels nécessaires pour aider les personnes touchées. Dans le cadre de la révision, le PAM propose au Gouvernement et aux organismes humanitaires des services logistiques d'entreposage, de manutention et de transport des fournitures nécessaires à la riposte à la COVID-19, dans les 18 départements dans lesquels les pouvoirs publics ont mis en place une assistance médicale. Le coût total de la révision s'établit à 2,0 millions de dollars.
45. **La sixième révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** vise à répondre aux besoins croissants des personnes touchées par les typhons et par la pandémie de COVID-19. À la suite du passage du super-typhon Rolly (nom international: Goni) et du typhon Ulysse (nom international: Vamco), qui ont frappé les Philippines en octobre et en novembre 2020 respectivement, 905 000 personnes se sont retrouvées en situation d'extrême vulnérabilité et ont eu besoin d'une assistance immédiate. La pandémie de COVID-19 a mis à très rude épreuve la capacité du Gouvernement de mobiliser des ressources au niveau national pour faire face à la crise. Les dommages provoqués par les typhons, plus importants que ne le laissaient envisager les prévisions, ont exacerbé cette situation et contribué à une hausse de l'insécurité alimentaire. La révision a pour objet l'organisation de transferts de type monétaire au profit des personnes touchées par des catastrophes naturelles ou des chocs anthropiques dans les provinces d'Albay et de Catanduanes dans la Région V (Bicol), ainsi que dans la province de Cagayan et d'autres zones de la Région II (Vallée de Cagayan). La révision permet d'apporter une aide à 81 840 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 447 765 personnes, pour un coût de 2,0 millions de dollars.
46. **La deuxième révision du plan stratégique multipays provisoire pour les îles du Pacifique (2019-2022)** vise à venir en aide aux personnes touchées par des chocs naturels et par la pandémie de COVID-19. Le 8 avril 2020, le cyclone tropical Harold s'est abattu sur les Fidji alors qu'il était en catégorie 4, provoquant d'importants dégâts, notamment des inondations et des coupures de courant, et détruisant des villages entiers. Les autorités ont estimé que les dommages au secteur agricole dans quatre divisions s'élevaient à 9,5 millions de dollars. Selon une évaluation de la FAO, les moyens d'existence des petits producteurs et de ceux pratiquant l'agriculture de subsistance auraient été considérablement mis à mal dans la zone touchée. La pandémie de COVID-19 continue de s'ajouter aux menaces pesant déjà sur les moyens d'existence et sur la sécurité alimentaire dans la région du Pacifique. Dans le cadre de la révision, le PAM apporte un appui aux bureaux nationaux de gestion des catastrophes et à d'autres partenaires régionaux en analysant les données relatives à la sécurité alimentaire et en les aidant à concevoir, coordonner et mettre en œuvre des programmes d'intervention par l'intermédiaire du module de la sécurité alimentaire. Il participe également à la mise au point d'un dispositif de suivi de la sécurité alimentaire pour la région du Pacifique, en s'appuyant sur son système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité reposant sur la téléphonie mobile. Le coût total de la révision s'établit à 1,7 million de dollars.
47. **La deuxième révision du PSP pour le Timor-Leste (2018-2021)** vise à renforcer les capacités des pouvoirs publics à faire face aux répercussions de la COVID-19 et à améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Le Gouvernement a décrété l'état d'urgence, entre autres mesures visant à lutter contre la pandémie et à enrayer la propagation du virus. Si le nombre de cas est resté bas, l'on s'attend néanmoins à ce que l'économie se contracte de 3,7 à 5 pour cent en raison de la pandémie. Afin de faciliter les mesures de prévention de la COVID-19 et de promouvoir de bonnes conditions sanitaires, des stations de lavage des mains seront mises en place et des masques lavables et réutilisables seront distribués dans le cadre de la révision. Dans cinq écoles de Dili, le PAM prévoit également de mener, à titre pilote, des activités d'alimentation

scolaire utilisant la production locale et prévoyant l'enrichissement du riz, conformément aux recommandations issues de l'évaluation du PSP. Le coût total de la révision s'établit à 1,2 million de dollars.

48. **La deuxième révision du PSP pour le Yémen (2019-2021)** vise à renforcer le programme d'alimentation scolaire en augmentant les apports alimentaires des enfants grâce à la mise en place d'un modèle d'alimentation saine ("healthy kitchen"). Dans le cadre de son programme d'alimentation scolaire actuel, le PAM distribue des barres à base de dattes et des biscuits à haute teneur énergétique. L'objectif du programme d'alimentation saine est de diversifier les modalités de mise en œuvre et d'utiliser les activités d'alimentation scolaire pour sensibiliser les élèves aux questions liées à la nutrition, à la santé et à l'hygiène et pour mener d'autres programmes complémentaires. Les enfants concernés bénéficient, les jours où ils se rendent à l'école, d'un repas nutritif élaboré à partir d'ingrédients frais produits localement. Ce repas, composé d'un sandwich au fromage ou aux haricots accompagné de légumes et d'un fruit, est préparé dans une cuisine centrale par des professionnels (dont 83 pour cent de femmes) et livré chaque jour aux écoles dans de strictes conditions d'hygiène et de sécurité sanitaire. La révision permet d'apporter une aide à 3 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 15 247 622 personnes, pour un coût de 1,1 million de dollars.
49. **La deuxième révision du PSP pour le Bénin (2019-2023)** vise à répondre aux besoins accrus liés aux catastrophes naturelles et à la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné une dégradation de la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, le PAM organisera des distributions de vivres et, si possible, des transferts de type monétaire au profit des ménages vulnérables sur le plan nutritionnel et touchés par la crise, dans les municipalités très exposées à des risques, y compris d'inondations, aux conséquences socioéconomiques de la pandémie et à l'insécurité alimentaire accrue. Un appui sera apporté aux enfants âgés de 6 à 59 mois et aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes, probablement sous la forme de distributions de farines diverses et d'une éducation nutritionnelle adaptée. La révision permet d'apporter une aide à 25 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 043 869 personnes, pour un coût de 1,0 million de dollars.
50. **La quatrième révision du PSP pour le Honduras (2018-2021)** vise à aider les personnes en situation d'insécurité alimentaire qui ont subi les répercussions de chocs naturels ou de la COVID-19. En tout, 2,9 millions de personnes auraient été touchées par les ouragans Eta et Iota en 2020. Ces phénomènes, combinés en particulier à la pandémie de COVID-19, ont eu pour effet d'accroître le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. Le Gouvernement a décrété l'état d'urgence nationale et lancé un appel à l'aide internationale. Dans le cadre de la révision, le PAM aidera ses partenaires à surmonter les difficultés qui les empêchent d'avoir accès aux populations vulnérables dans les zones touchées par les ouragans. Il contribuera à rendre l'action humanitaire plus efficace en réalisant des études multisectorielles, en assurant le transport du personnel essentiel et du matériel de ses partenaires au cours de la première phase de l'intervention et en appuyant les efforts de recherche et de sauvetage. En parallèle, il continuera, de concert avec ses partenaires, de s'efforcer à rétablir les routes d'accès habituelles, afin que puissent être mises en œuvre, au-delà de la phase d'urgence initiale, les mesures d'appui en faveur des populations touchées. Le coût total de la révision s'établit à 1,0 million de dollars.
51. **La troisième révision du PSP pour la République dominicaine (2019-2023)** permet au PAM d'absorber une contribution confirmée au PSP et de revoir certains aspects de ses interventions liés aux produits et aux chaînes d'approvisionnement. Grâce à cette contribution, le PAM pourra élargir l'assistance technique apportée aux entités nationales dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise ainsi que de l'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, les différents produits alimentaires seront remplacés par des lots

alimentaires, jugés plus adaptés à une intervention d'urgence, et les procédures d'inspection et de contrôle de la qualité des produits achetés localement seront renforcées. Le coût total de la révision s'établit à 1,0 million de dollars.

52. **La première révision du PSP pour Sao Tomé-et-Principe (2019-2024)** fait suite à la crise sanitaire, humanitaire et socioéconomique sans précédent provoquée par la pandémie de COVID-19. L'Organisation mondiale de la Santé estime qu'au moins 30 pour cent de la population du pays, qui compte 200 000 habitants, pourraient être exposés à la COVID-19 et que quelque 10 000 personnes auront besoin de soins hospitaliers et 1 500 de soins intensifs. D'après le PAM, la COVID-19 va entraîner le basculement de près de 17 000 personnes supplémentaires (soit environ 8 pour cent de la population) dans l'insécurité alimentaire. La santé et la nutrition de milliers d'enfants risquent de pâtir des graves conséquences de la fermeture des écoles et de l'interruption des programmes de repas scolaires. La révision a pour objet de renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de préparation aux situations d'urgence et de planification des interventions d'urgence, le but étant de réduire l'impact des chocs. En guise d'alimentation scolaire, des rations à emporter seront distribuées tant que les écoles resteront fermées. Par ailleurs, des distributions de vivres seront organisées au profit des personnes dont la situation sur le plan de la sécurité alimentaire s'est détériorée. La révision permet de venir en aide à 5 000 bénéficiaires, pour un coût de 0,8 million de dollars.
53. **La cinquième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019-2023)** fait suite à une dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, qu'ont aggravée plusieurs facteurs, dont le conflit, le changement climatique et les incidences socioéconomiques de la COVID-19. Ainsi, quelque 3,3 millions de personnes, soit plus de 15 pour cent de la population, sont exposées à l'insécurité alimentaire. La révision permettra l'activation du module de la logistique, qui contribuera à renforcer l'efficacité de l'intervention grâce à la mise en place d'espaces de stockage commun ainsi que d'un système de partage des services de transporteur, à la coordination des aspects logistiques et à l'amélioration du partage et de la gestion des informations entre les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies menant des activités logistiques. Le coût total de la révision s'établit à 0,6 million de dollars.
54. **La première révision du PSP pour le Lesotho (2019-2024)** fait suite à une demande faite au PAM d'offrir au Gouvernement et aux partenaires un accès à des services fiables et efficaces permettant de venir en aide plus efficacement aux populations vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire. Dans ce cadre, le PAM fournira des services de transferts de type monétaire au profit des bénéficiaires participant aux activités de bonification des terres mises en place par le Programme des Nations Unies pour le développement dans le district de Mohale's Hoek. Par ailleurs, il mettra à la disposition du Gouvernement et des partenaires son savoir-faire et des services en matière de chaîne d'approvisionnement et de transferts de type monétaire. Le coût total de la révision s'établit à 0,6 million de dollars.
55. **La troisième révision du PSP pour le Cambodge (2019-2023)** vise à répondre aux besoins des personnes touchées par les crues éclair et par la pandémie de COVID-19. Depuis début octobre 2020, le Cambodge a subi d'importantes précipitations, qui se sont abattues sur une grande partie du pays, provoquant des crues soudaines importantes. Plus de 175 000 ménages, dans 14 des 25 provinces du pays, ont été touchés. Si, jusque-là, le pays a réussi à contenir la propagation de la COVID-19, il souffre toutefois des graves répercussions sociales et économiques liées aux mesures de restriction. Selon les estimations, le produit intérieur brut aurait reculé de 4,1 pour cent en 2020, entraînant une hausse de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. La révision permet au PAM d'organiser des distributions de vivres au profit des personnes touchées, pendant une période initiale d'un mois, en partenariat avec les autorités nationales et infranationales. Au cours des mois qui suivront cette première phase, il envisage d'apporter aux personnes concernées un

appui en faveur du rétablissement des moyens d'existence. Les modalités de ces activités de relèvement dépendront des résultats d'une analyse de faisabilité et feront l'objet de consultations avec le Gouvernement et les partenaires. La révision permet d'apporter une aide à 64 400 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 547 822 personnes, pour un coût de 0,5 million de dollars.

ANNEXE

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Yémen	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	4 824 765 935	1 904 860 852	6 729 626 788
République arabe syrienne	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2020)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 809 541 744	1 160 289 201	2 969 830 945
Soudan du Sud	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	2 967 224 243	918 061 554	3 885 285 798
Éthiopie	Plan stratégique de pays (2020-2025)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	2 586 549 457	435 225 796	3 021 775 253
Bangladesh	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	969 120 577	398 585 943	1 367 706 520
Somalie	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 558 488 770	325 418 259	1 883 907 029

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Cameroun	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	285 926 653	161 376 757	447 303 410
Kenya	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	998 973 969	94 346 953	1 093 320 922
Afghanistan	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	949 223 557	88 182 693	1 037 406 250
Équateur	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise	70 866 461	77 398 820	148 265 281
Liban	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise	1 803 067 402	73 883 640	1 876 951 042
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
Niger	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	1 103 846 326	130 085 915	1 233 932 241
Zambie	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	112 422 336	29 607 962	142 030 298
Révisions approuvées par des directeurs régionaux					

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Libye	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2021)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	64 399 007	41 783 382	106 182 389
Mali	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	553 014 282	36 654 141	589 668 423
Sénégal	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	74 798 493	28 616 349	103 414 842
Pakistan	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	446 913 261	27 500 772	474 414 034
État de Palestine	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	268 437 161	22 454 770	290 891 931
Barbade	Plan stratégique multipays provisoire pour les Caraïbes (2020-2021)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	9 025 444	17 001 284	26 026 728
République dominicaine	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	11 606 178	16 430 187	28 036 365
Guinée	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2022)	Intervention face à une crise	40 302 571	16 184 864	56 487 435

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
République-Unie de Tanzanie	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise	340 587 592	16 168 167	356 755 759
Colombie	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise	404 370 700	15 019 752	419 390 452
République démocratique populaire lao	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Causes profondes/ renforcement de la résilience	78 717 956	9 814 252	88 532 208
Sierra Leone	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	57 934 850	7 912 850	65 847 700
Cuba	Plan stratégique de pays provisoire (2020-2021)	Intervention face à une crise/ causes profondes/ renforcement de la résilience	7 780 309	1 054 478	8 834 788
Tunisie	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Causes profondes	4 305 122	538 150	4 843 272
Révisions approuvées par des directeurs de pays					
Rwanda	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	226 099 479	24 490 115	250 589 594

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
El Salvador	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise	88 481 754	10 813 034	99 294 788
Pérou	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	46 725 446	10 000 000	56 725 446
Djibouti	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise	74 120 295	9 150 631	83 270 926
Eswatini	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise	26 284 470	6 176 051	32 460 522
Arménie	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise	27 928 197	4 206 627	32 134 824
Haïti	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	268 362 064	3 064 865	271 426 928
Tadjikistan	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Causes profondes/ intervention face à une crise	82 036 882	2 881 485	84 918 367
Kirghizistan	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	59 099 963	2 765 422	61 865 386
Sénégal	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	103 414 842	2 549 102	105 963 944

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	425 336 719	2 267 454	427 604 172
Cuba	Plan stratégique de pays provisoire (2020-2021)	Intervention face à une crise	5 593 466	2 186 844	7 780 309
Honduras	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise	188 271 199	1 966 932	190 238 132
Philippines	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise	46 589 733	1 966 038	48 555 771
Îles du Pacifique	Plan stratégique multipays provisoire (2019-2022)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	23 344 621	1 737 370	25 081 990
Timor-Leste	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Renforcement de la résilience	16 972 517	1 199 383	18 171 900
Yémen	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2021)	Renforcement de la résilience	4 823 636 336	1 129 599	4 824 765 935
Bénin	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	137 655 458	1 023 571	138 679 029

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2020					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Honduras	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise	190 238 132	976 797	191 214 928
République dominicaine	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	28 036 365	906 494	28 942 859
Sao Tomé-et-Principe	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise	1 588 903	812 733	2 401 637
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	436 494 237	615 922	437 110 159
Lesotho	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Renforcement de la résilience	110 748 948	553 255	111 302 203
Cambodge	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	71 960 500	500 000	72 460 500
Coût total des révisions pour le PAM: 6 148 397 466 dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDEMA	Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition